

REVUE DE PRESSE DU 26 MAI 2008

Gisement d'alumine - Grande-Vallée tient ses promesses

Des études effectuées par l'Institut national de recherche scientifique (INRS) confirment la teneur importante d'alumine dans le gisement de Grande-Vallée.

L'analyse de carottes prélevées sur une partie du site révèle la présence d'une alumine de grande qualité.

Selon les géologues de l'INRS, la teneur du minerai se situe entre 23 % et 27 %. Ces résultats incitent l'entreprise Exploration Orbite à poursuivre son plan de développement, explique le président de la minière, Richard Boudreault. « On est encore plus souriant puisqu'il semble en avoir en profondeur beaucoup plus qu'on attendait », commente M. Boudreault.

Exploration Orbite maintient son projet de transformer de l'alumine dans l'Est du Québec. Une demande d'aide gouvernementale de 2 millions de dollars est toujours à l'étude.

La minière, qui a découvert de nouvelles technologies pour exploiter le site argileux, vient d'effectuer une demande de brevet pour les États-Unis et ailleurs dans le monde. La démarche pourrait faciliter le développement de nouveaux partenariats pour Exploration Orbite. « On veut démontrer aux gens que notre technologie est fonctionnelle », explique Richard Boudreault.

D'ici quelques semaines, un rapport final devrait, espère M. Boudreault, confirmer que les particularités observées dans les premiers échantillons s'étendent sur l'ensemble de la concession minière de 3200 hectares. (Radio-Canada)

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA - L'Est veut la parité avec les autres régions

La coalition pour le retour de la production du Téléjournal de 18 h dans l'Est du Québec veut avoir la parité avec les autres régions.

En septembre dernier, Radio-Canada annonçait son intention de se désaffilier de TQS/Cogeco dans ses stations régionales de Trois-Rivières, de Saguenay et de Sherbrooke. L'actuel contrat doit prendre fin en août. Dans une entrevue accordée à Radio-Canada, le vice-président principal des services français de la société d'État, Sylvain Lafrance, déclarait, le 21 septembre, que cette désaffiliation « veut dire le retour des stations régionales de télé dans ces régions-là ».

La désaffiliation avec TQS/Cogeco a amené la coalition de l'Est du Québec à rajuster le tir quant à ses doléances envers Radio-Canada. « Au début, on revendiquait un bulletin de nouvelles. Là, dépendamment des services qui vont être instaurés dans ces centres-là, en Estrie, au Saguenay-Lac-Saint-Jean et en Mauricie, nous n'avons pas à être plus pénalisés que ces autres régions du Québec », estime le maire de Rimouski, Éric Forest.

La coalition déposera, en juin, un mémoire au Conseil de presse sur les services offerts par Radio-Canada dans l'Est. « La Coalition Urgence rurale et la Ville de Rimouski ont interpellé, d'une part l'université, les cégeps, les CRÉ, également les Villes de Matane, Gaspé, Rivière-du-Loup, Baie-Comeau et Sept-Îles, et nous leur avons demandé une participation financière pour adhérer à la coalition et défrayer conjointement les dépenses encourues, qui sont de l'ordre de 3 500 \$ », conclut le maire Forest. (L'Avantage)

4,5 millions \$ aux ports pour petits bateaux

Le gouvernement fédéral libère 4,5 millions \$ dédiés aux ports pour petits bateaux de la province de Québec. De ce montant, un peu plus d'un million \$ iront en Gaspésie.

Les montants d'argent qui seront dépensés dans la région seront partagés entre les ports de St-Georges-de-Malbaie, Rivière-au-Renard, Mont-Louis, Percé, L'Anse-à-Beaufils, Sainte-Anne-des-Monts et Cap-Chat. Ainsi, 1 010 000 \$ serviront à réaliser divers travaux de rénovation et de réparation.

Des travaux de réparation à diverses parties du quai (garde-roues, échelles, bornes d'amarrage) seront effectués afin de permettre une utilisation sécuritaire de la structure.

Autres régions

Le reste des investissements fédéraux prennent la route des Îles-de-la-Madeleine (880 000 \$) et de la Côte-Nord (2 610 000 \$). Ces investissements sont destinés aux projets majeurs, aussi bien que d'autres projets mineurs dans chaque région pour y effectuer divers travaux d'entretien des quais, des réparations aux cales de halage, l'installation de services électriques et d'équipement de manutention, des réparations aux quais flottants, des travaux de dragage d'entretien, des relevés de terrain et bathymétriques, ainsi que la préparation de plans et devis pour de futurs projets.

«Le gouvernement est conscient du rôle essentiel des pêches dans la prospérité du Québec, a déclaré Jean-Pierre Blackburn, ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec. Nous croyons que les investissements dans les infrastructures portuaires feront beaucoup pour permettre aux pêcheurs de poursuivre leur importante contribution à leurs communautés, à leur province et à leur pays.» [\(Le Pharillon\)](#)

Infrastructures portuaires - Ottawa répond à une partie des demandes

Ottawa investit 4,5 millions de dollars dans la réparation des petits ports, ce qui répondra à une partie des besoins.

Le ministre responsable de Développement économique Canada, Jean-Pierre Blackburn, en a fait l'annonce vendredi, à Baie-Comeau.

En Gaspésie, où le gouvernement fédéral investira un peu plus de 1 million, l'argent servira à réparer les havres de pêche de Saint-Georges, de Rivière-au-Renard, de Mont-Louis, de Percé, de L'Anse-à-Beaufils, de Cap-Chat et de Tourelle.

Aux Îles-de-la-Madeleine, Pêches et Océans Canada investira 880 000 \$ aux ports de L'Étang-du-Nord, de Grande-Entrée, de Pointe-Basse et de Cap-aux-Meules.

Ottawa dépensera 2,6 millions de dollars pour la réalisation de travaux dans une dizaine de ports de pêche de la Côte-Nord. L'annonce inclut l'investissement annoncé au début du mois pour le projet de reconstruction du quai de Rivière-au-Tonnerre.

Les travaux permettront d'installer des services électriques et de l'équipement de manutention, d'effectuer la réparation de quais flottants. Les projets incluent des travaux d'entretien de quais et de réparations de cales de halage. Enfin, l'argent financera quelques travaux de dragage, ainsi que la préparation de plans et devis pour d'autres réparations.

Pas assez

Pour le député de Gaspé-Îles-de-la-Madeleine à la Chambre des communes, Raynald Blais, cette somme ne pourra répondre à l'ensemble des besoins. Selon le député bloquiste, il faudrait 100 millions de dollars pour remettre en état l'ensemble des quais pour petits bateaux des régions du golfe.

De son côté, le maire des Îles-de-la-Madeleine, Joël Arseneau, souhaite qu'Ottawa mette en place un véritable plan d'investissements pour les petits quais. M. Arseneau estime qu'un plan étalé sur cinq ou dix ans, avec des objectifs clairs, serait plus efficace qu'un financement sporadique.

Le ministre Blackburn estime qu'avec les sommes annoncées au printemps, Ottawa aura investi près de 7 millions de dollars dans la réparation et l'entretien des petits ports de pêche du Québec cette année. (Radio-Canada)

Discrimination?

La Conférence des élus de la Gaspésie demande une modification du partage du budget du Programme d'investissement sylvicole en forêt privée.

L'an dernier, la région a obtenu seulement 113 mille dollars sur les 5 millions consentis par Québec pour la réalisation d'éclaircies commerciales visant à accroître la mise en marché du bois provenant de la forêt privée.

Les élus gaspésiens considèrent que la région n'obtient pas sa juste part de cette cagnotte provinciale. La région est en effet pénalisée dans la répartition budgétaire parce qu'elle a accès au Programme de création d'emplois en forêt pour les régions dont le taux de chômage est élevé.

Selon le directeur général de la Conférence des élus, Gilbert Scantland, le gouvernement fait fausse route en associant les deux programmes, puisque ceux-ci ont des mandats fort différents.

Ainsi, la Conférence des élus estime que la région ne devrait pas être pénalisée dans les attributions de nouveaux budgets, compte tenu du contexte économique difficile. Elle demande donc au ministre Claude Bécharde de revoir les critères entourant le partage de l'enveloppe du Programme d'investissement sylvicole.

Notons que l'an dernier, près de 400 mille dollars a été accordé à la région de la Capitale nationale dans le cadre de ce programme, soit plus de 3 fois la somme consentie à la Gaspésie. (CIEU-FM)

Un Forum réussi

Les coopératives sont là pour rester, si on se fie aux données du ministère québécois du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Exposées vendredi dernier à l'occasion du Forum sur l'avenir de la coopération aux Îles, elles démontrent que depuis 10 ans, le nombre de leurs constitutions a doublé au Québec, pour atteindre une moyenne de 150 par année. La présidente-directrice-générale du Conseil québécois pour la coopération et la mutualité, Hélène Simard, affirme quant à elle que la formule coopérative permet d'inventer de nouvelles façons de faire. Le député des Îles à l'Assemblée nationale, Maxime Arseneau,

soutient pour sa part que la crise alimentaire mondiale serait nettement amoindrie, dans une société davantage ancrée sur les valeurs coopératives.

La centaine de participants au forum, organisé par le Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes, concluent qu'il faut, en priorité, en faire la promotion auprès des jeunes. Dans l'esprit d'entraide et de partage du mouvement coopératif, les participants recommandent aussi la formation d'un regroupement de l'ensemble des coopératives de l'archipel. Ils font valoir qu'en s'épaulant, elles pourraient mieux relever les défis qu'elles ont en commun. (CFIM)

Réseau Internet - Télébec complète ses travaux, le RICEIM attend encore

Les travaux d'amélioration du réseau Internet haute vitesse de Télébec sont complétés dans l'archipel. C'est ce qu'a annoncé cette semaine la société en commandite.

Alain Danault, directeur des Communications et affaires publiques, nous a expliqué que les travaux avaient consisté à changer de nombreux équipements, ce qui a permis d'augmenter la bande passante disponible de 40% sur le câble Internet haute vitesse.

De plus, les travaux de Télébec prévoyaient aussi l'installation d'équipements plus performants au début du réseau de câbles appartenant à Persona. Monsieur Danault a indiqué que le transit d'informations ne représente dorénavant que 20% de la capacité comparativement à 100% auparavant. «On peut générer beaucoup plus d'information sans gêner le trafic», a-t-il souligné.

Avec les travaux effectués l'été dernier, Monsieur Danault a également indiqué que c'étaient plus de 2000 résidences qui pouvaient maintenant bénéficier de la haute vitesse. Il a d'ailleurs précisé que l'offre haute vitesse de Télébec couvrait 85% du territoire madelinot.

Malgré tout, la rapidité de la haute vitesse dans l'archipel est demeurée de 1 à 2 mégabits par seconde, selon le choix du client de Télébec, alors qu'ailleurs sur le continent, on se voit offrir le double et même le triple. Alain Danault indique que Télébec ne peut offrir mieux, mais qu'au moins la vitesse actuellement disponible sera atteinte de façon plus régulière qu'auparavant.

Du côté du Réseau intégré de communications électroniques des Îles (RICEIM), c'est l'attente. Son président et maire de la Municipalité des Îles, Joël Arseneau, nous a précisé en début de semaine que trois entreprises ont soumissionné aux derniers appels d'offres lancés pour finaliser le réseau Internet terrestre. Il s'agit, en trois volets, de la pose de la dorsale de fibre optique, de la gestion du réseau et de la connection au réseau.

Tout le dossier est rendu au gouvernement. Joël Arseneau a confirmé que tout était en négociation. «On espère que d'ici quelques semaines, le gouvernement nous fera part de ses orientations. La balle est dans leur camp.» On souhaiterait une réponse d'ici à la fin mai. Notre limite est juin pour qu'on puisse ensuite effectuer les travaux à la fin de l'été et à l'automne» a terminé Monsieur Arseneau.

Rappelons que le programme Villages branchés du gouvernement du Québec devrait en principe financer aux deux tiers le coût d'installation du réseau haute vitesse de fibre optique pour la Municipalité des Îles et la Commission scolaire des Îles. Un projet qui était évalué à 3,3 millions de dollars. (Le Radar)

La jeunesse au service des jeunes

Entretien avec Julie Jomphe, présidente

Nous faisons mention, lors de la dernière édition du Radar, de la nomination de Julie Jomphe à titre de présidente de la Commission jeunesse Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine. Un mandat qui s'annonce chargé avec plusieurs défis pour offrir des services aux jeunes de la région pour, non seulement les attirer, mais également les garder dans la région.

Parmi la quinzaine de membres de la Commission jeunesse, quatre proviennent de la MRC des Îles: Marie-Josée Chiasson, représentante des Maisons des Jeunes, Nathalie Bourgeois, représentante des Carrefour Jeunesse-Emploi et Marie-Élaine Guay, représentante des jeunes de l'archipel.

Julie Jomphe explique qu'il sera tout d'abord intéressant de voir quelle suite sera donnée à la stratégie jeunesse du gouvernement provincial qui arrivera à échéance à la fin de l'année 2008. Par ailleurs, la Commission est à conclure une entente pour soutenir l'autonomie des jeunes. «Ce qui est intéressant, c'est que chaque MRC aura son budget contrairement à plusieurs programmes qui ont un budget régional. Le territoire est très grand, chaque région a ses différentes problématiques et réalités», précise-t-elle. Ainsi, des projets spécifiques pourront être mis en place pour contrer les divers problèmes touchant les jeunes: décrochage, pauvreté ou autres. «Chaque région va devoir se concerter pour choisir les projets mis en place, donc chaque région fera un travail pour bien identifier sa situation et ses problématiques», d'ajouter Julie Jomphe. On veut aussi inciter les jeunes à s'impliquer davantage, que ce soit par le bénévolat au sein des divers organismes ou en siégeant sur les différents conseils d'administration.

Par ailleurs, le projet Cap sur l'avenir, qui est maintenant en cours depuis deux ans, sera analysé et réévalué. «Le projet vise à mettre en place des actions pour favoriser le retour et la rétention des jeunes en région. On veut savoir qu'est-ce qui a marché et comment on va reconduire le projet», d'expliquer Julie Jomphe.

Une étude est également en cours de réalisation par le Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes (CERMIM) sur les facteurs réels d'établissement des jeunes dans la région. Ce besoin découle du rapport du projet Terre d'accueil des jeunes diplômés qui démontre que sur cent jeunes venus s'établir en région, quarante sont repartis depuis. «On sait pourquoi ils viennent, mais on veut savoir ce qui manque pour qu'ils restent», d'affirmer Julie Jomphe. Le bilan migratoire des Îles est positif depuis trois ans; toutefois, celui-ci est de moins en moins relevé. En Gaspésie, le bilan migratoire est redevenu négatif l'an dernier. (Le Radar)

Décrochage scolaire

Le tiers des écoles secondaires de Québec et de l'est de la province perdent au moins le quart de leurs élèves avant qu'ils aient obtenu leur diplôme de secondaire 5 ou toute autre forme de qualification.

La situation est préoccupante, mais moins problématique que dans la région de Montréal où la moitié des écoles perdent le tiers de leurs étudiants sans qu'ils aient obtenu un diplôme ou une autre qualification reconnue. C'est la toute première fois que le ministère de l'Éducation rend public le taux de décrochage pour chacune des écoles secondaires de la province.

À Québec, l'école qui obtient le pire taux de décrochage est l'école Boudreau où 56 % des étudiants décrochent avant l'obtention de leur diplôme. Il faut dire que cette école s'adresse principalement aux adultes ou aux décrocheurs qui souhaitent obtenir leur précieux papier.

Dans les écoles régulières, l'école secondaire Vanier obtient les pires résultats avec un taux de décrochage de 50 %. À noter que cette école a une proportion d'élèves handicapés ou en difficulté d'apprentissage ou d'adaptation supérieure à 25 %, mais inférieure à 50 %. À titre de comparaison, la pire école de la région de Montréal, l'école Pierre-Dupuy, a un taux de décrochage de 85 %.

Les meilleures

L'école de la région de Québec qui obtient les meilleurs résultats est l'école Centre Saint-Louis avec un taux de diplomation de 95,2 %. Sa clientèle est composée d'élèves âgés de 16 ans et plus qui poursuivent leurs études présecondaires et secondaires.

Dans l'est de la province, les établissements d'enseignement qui obtiennent les plus faibles taux de décrochage sont l'école Esdras-Minville à Grande-Vallée (4,3 %), l'école secondaire Camille-Lavoie à Alma (2,6 %) et l'école secondaire de la Vallée-des-Lacs à St-Michel-du-Squatec (0 %).

Celles-ci se retrouvent dans le top 10 des écoles du Québec où l'on retrouve le moins de décrochage. Aucune école de Québec et de l'Est ne se retrouve dans le top 10 des écoles du Québec où l'on décroche le plus.

La pauvreté

La pauvreté est un élément déterminant du décrochage scolaire. La vaste majorité des écoles où le taux de décrochage est le plus élevé sont considérées comme étant défavorisées par le ministère de l'Éducation.

Cette situation n'étonne pas Robert Cadotte, un spécialiste de l'enseignement en milieu défavorisé, qui estime que le gouvernement n'en fait pas assez pour aider les élèves provenant des milieux défavorisés.

«On fait comme si rien ne se passait. Il faudrait injecter des centaines de millions de dollars pour régler le problème», croit Robert Cadotte. ([Le Journal de Québec](#))